

Pour l'émancipation dépasser Marx

L'Humanité, Mardi, 7 Mars, 2017

par Christophe Ramaux (Université Paris I)

Marx est précieux pour penser le capital. L'exploitation salariale existe et avec elle la lutte des classes. Mais il faut le dépasser pour penser l'émancipation. Marx pensait la totalité sociale à l'aune des rapports de production capitalistes et soutenait que l'alternative surgirait de la coopération entre les producteurs au sein même des entreprises capitalistes. Cela a été une double erreur. Face au capitalisme actionnarial et autocrate, il y a lieu de développer une gestion plus coopérative des entreprises. Il est toutefois difficile de percevoir une poussée des travailleurs associés et d'en faire le socle de l'alternative. Les contradictions du capitalisme ont bien contribué à générer sa remise en cause. Mais c'est ailleurs, avec l'État social, qu'a surgi l'alternative. L'État social est la véritable révolution économique et sociale léguée par le XX^e siècle. À bien y réfléchir, en France comme dans tous les pays (même si c'est à des degrés variables), nous ne vivons pas dans une économie de marché, mais dans une économie mixte, avec du marché et de l'intervention publique. Dit autrement, il n'est pas faux de dire que nous vivons dans une économie capitaliste. Le capital domine à bien des égards. Mais il ne surdétermine pas tout. Nous ne vivons pas dans des économies monocapitalistes.

Près de la moitié des emplois s'exercent dans un cadre non capitaliste : 30 % d'emplois publics (7,2 millions, dont 5,4 millions dans la fonction publique), près de 10 % dans l'économie sociale et solidaire et 10 % d'indépendants. La valeur ajoutée par les fonctionnaires (leur contribution au PIB : 364 milliards en 2015) et par les salariés des entreprises publiques (EDF, SNCF...) représente près de 40 % de celle des sociétés non financières privées. Ce n'est pas rien, et ces activités échappent au capital. S'y ajoutent la protection sociale, avec les prestations en espèces (retraite avant tout, mais aussi allocations-chômage et familiales, RSA...), soit 436 milliards, et les transferts en nature de produits marchands (médicaments et consultations libérales remboursés, allocation logement...), soit 131 milliards. Ces prestations soutiennent fortement le privé (les retraités consomment, etc.), mais leur circuit n'est pas financiarisé, au grand dam du capital.

L'État social, c'est le « socialisme maintenant ». Or, paradoxalement, nous n'avons pas vraiment sa théorie et, donc, de support suffisant pour le défendre et l'étendre (pour répondre aux défis écologiques, en particulier). C'est la deuxième erreur. En réduisant l'analyse de la totalité sociale à la lutte des classes au sein des entreprises capitalistes, le marxisme interdit de penser la portée révolutionnaire de l'État social. Pour un marxiste, l'État est bourgeois ou capitaliste « en dernier ressort ». Il en va de même pour la démocratie, laquelle est pourtant l'autre grand support de l'émancipation.

Le capitalisme libéral fait coexister d'immenses besoins sociaux insatisfaits (mieux se loger, manger, se soigner, se cultiver...) et des millions de personnes qui ne demandent qu'à travailler pour les satisfaire. Quel gâchis ! Il y a bien lieu d'offrir une alternative. Et l'État social et la citoyenneté en sont le cœur.

Coauteur de Sortir de l'impasse, Appel des 138 économistes, Les Liens qui libèrent.